



« SAUVONS LE MORMONT » : UN NON CLAIR À L'INITIATIVE

AGEFI - 12.09.2025

« L'ÉCONOMIE N'A PAS ATTENDU POUR AGIR EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT. »

L'initiative sur laquelle voteront les Vaudois le 28 septembre prochain exige d'interdire, dans la Constitution, toute exploitation du sol sur la colline du Mormont. L'initiative en profite pour demander que les pouvoirs publics préfèrent l'utilisation de matériaux de construction dits « respectueux de l'environnement » (sans les nommer) à la place du ciment.

En bref l'initiative demande l'arrêt simple et clair de toute production de béton dans le Canton de Vaud et sucre au passage les entreprises qui travaillent sur la colline du Mormont.

Les initiants, en interdisant l'exploitation de la colline, condamnent le site d'Eclépens et ses plus de 150 collaborateurs. Si l'initiative devait passer, elle provoquerait un séisme économique dans toute la région en affaiblissant plusieurs dizaines d'entreprises dépendantes de la cimenterie. Plus encore, la volonté affichée de renoncer au béton conduirait à des restructurations ainsi qu'à des suppressions de postes dans les entreprises de maçonnerie et de génie civil. L'initiative met donc directement en péril les 10'000 emplois du secteur, voire les plus de 30'000 postes liés à la construction dans le Canton de Vaud.

Pourtant, l'économie n'a pas attendu une initiative de ce genre pour agir en faveur de l'environnement. Les producteurs de béton déploient déjà d'importants efforts pour récupérer la chaleur issue des fours, développent des techniques de production à faibles émissions et innovent en particulier dans la récupération et le recyclage des matériaux de construction.

Il faut aussi noter que le béton n'est pas une option parmi d'autres. C'est un besoin. La Suisse

consomme quelque 5 millions de tonnes de ciment chaque année, dont 86% fournis par les cimenteries suisses. Le reste est importé. Dans le cas du béton vaudois, les ressources de base — sable, gravier et calcaire — proviennent directement de notre région. C'est donc bel et bien d'une production en circuits courts qu'il s'agit. Si ces matières premières locales venaient à manquer, il faudrait en importer, notamment depuis le Jura français, avec toutes les conséquences néfastes que cela entraînerait: pollution de l'air due aux gaz d'échappement des camions, 60'000 trajets supplémentaires chaque année sur nos routes et un impact négatif sur l'emploi dans le canton.

D'ailleurs, opposer le béton à d'autres matériaux, comme le font les initiants avec le bois par exemple, n'a pas de sens. Chaque matériau a son rôle, ses atouts et répond à des usages différents. Ils sont complémentaires. Et si des alternatives aux matériaux minéraux existent, elles ne peuvent en aucun cas suffire à couvrir les besoins qui augmentent constamment avec la construction d'infrastructures publiques et la croissance démographique positive de nos régions. D'après l'EPFL, remplacer ne serait-ce que 25% du béton produit chaque année dans le monde exigerait une surface forestière une fois et demie plus grande que l'Inde. À l'échelle suisse, cela représenterait la totalité des surfaces réunies des cantons de Vaud, Genève et Fribourg. La construction durable passe donc par l'engagement de tous les acteurs des différentes filières et par une utilisation intelligente et efficiente des matériaux. S'attaquer à un secteur, à un matériau en particulier, par pur principe dogmatique ou idéologique n'apportera rien, sinon une myriade de problèmes pour la population.